

## 133, BATAILLON 13, ALGÉRIENS, RÉSISTANTS, MORTS À GEMBOUX, BELGIQUE

# Silences mémoriels

**Résistants anti-nazis, 133 Algériens, aujourd'hui enterrés à Gembloux (Wallonie - Belgique), permettant les 14, 15 et 16 mai 1940, à la résistance de remporter la bataille de Limal.**

**Un hommage leur a été rendu dimanche. Est-ce, sera-ce suffisant ?**

De notre bureau  
de Bruxelles, Aziouz  
Mokhtari

Trop peu de politiques en France et/ou en Belgique en parlent, les historiens qui le proclament sont peu écoutés, et, pourtant, les 14, 15 et 16 mai 1940 à Limal, ce sont cent trente-trois Algériens, bataillon 13, qui ont permis aux résistants au nazisme dans cette Wallonie encore sous occupation, de repousser l'estocade finale.

133 Algériens, enrôlés dans les bataillons français, ont donné leurs vies pour que le nazisme ne passe pas.

Pour autant, aucune

cérémonie, ni mémorial, ni aucune reconnaissance officielle des Etats français ou belge, ne leur ont été jamais consacrés.

C'est à cette défaillance historique ou cet oubli majeur qu'ont répondu, dimanche, à Gembloux (Charleroi-Sud de la Belgique - francophone), les organisateurs de la rencontre «Devoir de mémoire».

Le cérémonial a été sobre mais dense. Les participants dont le sociologue Rachid Bouamara, le consul d'Algérie en Belgique, A Naâmourne, plusieurs personnalités du monde politique et de la société civile belges, ont

écouté, avec beaucoup d'émotion, l'histoire et le vécu de ces 133 résistants venus d'ailleurs.

De Sétif, Akbou, Lafayette (Beni Ourtilane), Sidi-Aïch, Leghdir.

De l'Algérie sous occupation coloniale française mais qui ont, cependant, même enrôlés pour la plupart de force, compris l'horreur nazie.

Et de ce fait, ont compris, intuitivement, pour certains, objectivement pour d'autres, que la lutte contre le nazisme et le fascisme était des préambles historiques à l'indépendance de leur pays.

133 d'entre eux ont écrit l'épopée de la bataille de Limal.

Durant trois nuits et donc trois jours, ces éléments du 13<sup>e</sup> bataillon, le 13, comme on l'appelait à l'époque, ont permis à la résistance de tenir, de

repousser les assauts ennemis, de permettre l'espoir. C'était en 1940, année durant laquelle les armées hitlériennes étaient en confiance, gagnaient toutes les guerres en Europe.

Dans son exposé, le Franco-Algérien Rachid Bouamara, auteur du livre *Le silence tirillé*, a abordé, longuement, ces faits...

Il est plus qu'évident qu'un mémorial leur soit consacré.

A Gembloux, à Ottignies, à Charleroi, d'autres résistants algériens sont aussi tombés lors de la Seconde Guerre mondiale. Les 133 du 13<sup>e</sup> bataillon n'étaient pas les seuls du bled à mourir pour que le nazisme et le fascisme ne passent pas.

La plupart d'entre eux, tirailleurs, sont aujourd'hui enterrés à Gembloux.

A. M.

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET RÉGIONALES EN BELGIQUE

# Les sans-papiers, dont les harraga algériens, entrent en campagne

**A la veille de deux échéances importantes (élections européennes et régionales en Belgique), la question de la régularisation des sans-papiers s'impose dans les thèmes de campagne.**

Les harraga venus d'Algérie sont concernés. Ils sont à Charleroi, à Bruxelles et à Liège.

Premier constat, comme toujours, ici, les lignes de séparation entre

le Nord, Flamand, plutôt conservateur, et le Sud, francophone, censé être progressiste, restent intangibles.

Les Néerlandophones sont, du moins dans les sondages, des sceptiques, pas adeptes de la régularisation. Alors que le sud du pays, la Wallonie, y serait favorable.

A Bruxelles, qui compte pourtant le plus grand nombre d'irréguliers, l'opinion publique est très favorable à des régularisations

importantes. Le caractère bilingue de la capitale fédérale ainsi que son statut de ville européenne expliquent, sans doute, cette générosité bruxelloise envers ses étrangers.

Mais, aussi et surtout, la demande en main-d'œuvre qualifiée de la part des entreprises. Les irréguliers, selon une étude récente du Centre de l'égalité des chances, seraient pour la plupart des diplômés à bagages universitaires et/ou possédant des

métiers sûrs. Pour autant, la bataille de la régularisation n'est pas encore gagnée. Il est vrai, cependant, que beaucoup de partis démocratiques évoluent, de plus en plus, cette perspective.

Les harraga venus d'Algérie, nombreux à Charleroi, Bruxelles et Liège, attendent avec beaucoup d'espoir les décisions qui iront dans le sens de l'assainissement de leur situation.

A. M.

## IMPACT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

# Boughezoul et Tizi-Ouzou dans le programme du PNUD

**Une délégation du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), conduite par M. Chérifi Mohand-Amokrane, expert et coordinateur de l'Alliance mondiale des villes contre la pauvreté auprès de cet organisme onusien, s'est rendue, au début de la semaine en cours, à Tizi-Ouzou où elle a rencontré le wali, le P/APW et des membres de la commission environnement et aménagement du territoire de l'Assemblée.**

La visite des experts onusiens, accompagnés par des représentants du ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, s'inscrit, précise M. Chérifi, dans le cadre de la mission qu'ef-

fectue, à la demande du gouvernement algérien, le PNUD qui compte développer un programme alternatif basé sur une approche territoriale du développement et une définition, en partenariat avec des acteurs locaux, des priori-

tés et des besoins des populations ciblées. Le choix de Tizi-Ouzou fait suite au séjour à Genève du président de l'APW de Tizi-Ouzou, M. Ikherbane, qui a dit avoir sollicité l'implication de l'organisme onusien dans la prise en charge de la problématique de l'environnement dans cette wilaya.

C'est ainsi que Tizi-Ouzou a été intégrée avec Boughezoul, en raison de leurs spécificités géographiques, pour servir de base à une étude d'impact des changements clima-

tiques sur le développement des territoires. Une réunion est prévue à Tizi-Ouzou avec les acteurs locaux impliqués dans le développement au mois de septembre prochain. Il s'agira de valider les conclusions de cette opération pilote qui seront proposées à la rencontre mondiale sur le développement qui se tiendra à Copenhague, au mois de décembre prochain. L'expérience ainsi validée sera étendue à d'autres pays.

S. A.M.

## CE MONDE QUI BOUGE

# France, pas touche aux «amis» africains

Par Hassane Zerrouky

C'était en mars 2008. Il avait suffi que le chef d'Etat gabonais, Omar Bongo, tape du poing sur la table pour que Jean-Marie Bockel soit démissionné d'office par le président Nicolas Sarkozy de son poste de secrétaire d'Etat à la coopération. Rappelons les propos (de Bockel) qui avaient alors mis en



colère le président gabonais et plusieurs chefs d'Etat africains : «L'un des premiers freins au développement, c'est la mauvaise gouvernance, le gaspillage des fonds publics, l'incurie de structures administratives défailtantes, la prédation de certains dirigeants. Quand le baril est à 100 dollars et que d'importants pays producteurs de pétrole ne parviennent pas à se développer, la gouvernance est en question. Quand les indicateurs sociaux de ces pays stagnent ou régressent, tandis qu'une minorité mène un train de vie luxueux, la gouvernance est en question. Que deviennent ces revenus pétroliers ? Pourquoi la population n'en bénéficie-t-elle pas ? Est-il légitime que notre aide au développement soit attribuée à des pays qui gaspillent leurs propres ressources ?»

En vérité, Jean-Marie Bockel, transfuge du Parti socialiste, maire ex-socialiste de Mulhouse, qui fut l'un des premiers à gauche à rejoindre le camp sarkozyste, n'avait pas outrepassé ses fonctions. Il était dans la ligne développée alors par Nicolas Sarkozy préconisant une «rupture» avec ce que d'aucuns appellent «la Françafrique», à savoir cette «coopération» entre la France et ses anciennes colonies, basée sur des liens occultes, les détournements de fonds placés en France, les achats de biens immobiliers sur le sol français et sur lesquels Paris savait fermer les yeux...

Plus d'une année après, Paris, qui sait veiller sur ses intérêts et ses «amis» africains, a cette fois-ci pris les devants en faisant appel de l'ouverture d'une enquête à laquelle la doyenne des juges d'instruction, Françoise Desset, avait donné son feu vert. Cette enquête visait «les biens mal acquis» détenus en France par trois chefs d'Etat africains, à savoir Omar Bongo, le président congolais Denis Sassou Nguesso et Teodoro Obiang (Guinée équatoriale). Et ce, à la suite d'une plainte visant «les conditions dans lesquelles un très important patrimoine immobilier et mobilier a été acquis en France par ces trois chefs d'Etat et des membres de leur entourage. Selon Transparency International, qui s'est constituée partie civile, le seul patrimoine immobilier des trois chefs d'Etat s'élève à 160 millions d'euros ! Mieux, l'enquête préliminaire effectuée par la police a recensé 39 propriétés et 70 comptes bancaires détenus par Omar Bongo et ses proches ; 24 propriétés et 112 comptes bancaires au nom de la famille de Sassou Nguesso. A quoi s'ajoutent ces nombreuses voitures de luxe — Aston Martin, Bugatti, Mercedes — achetées parfois en espèces !

Au final, ce sera à la cour d'appel de Paris de dire si la justice peut poursuivre ses investigations sur les biens acquis en France par ces trois chefs d'Etat. Il faut savoir qu'à deux reprises, en novembre 2007 et septembre 2008, le parquet de Paris avait classé sans suite des plaintes visant les trois chefs d'Etat africains.

Mais après la mésaventure vécue par Jean-Marie Bockel, contraint de faire ses valises pour le ministère des Anciens combattants, il est permis de penser que les pressions sont en cours pour que la justice ne nuise pas aux rapports d'amitié (et de fric) entre Paris et ces trois Etats africains. En premier lieu, parce que cela risque de créer un dangereux précédent pour le reste de l'Afrique et du Maghreb. En second lieu, parce que Washington lorgne sur ces pays regorgeant de pétrole que la France considère comme son «pré-carré» africain. Quant aux peuples gabonais, congolais et de Guinée équatoriale et plus généralement africains, qui croupissent dans la pauvreté et la misère, ils devront se battre et ne rien attendre de l'ancienne puissance coloniale !

H. Z.